

Loiret → Actualités

NOTRE-DAME-DES-LANDES ■ Emmanuel Constantin revient sur sa mission

« Éclairer la décision politique »

Ces six derniers mois, celui qui a été référent de La République en marche dans le Loiret a travaillé sur l'épineux dossier d'aéroport du Grand Ouest.

Aurélien Richard

Hier, les trois médiateurs qui avaient été nommés par le gouvernement dans le cadre de la mission de médiation sur le dossier de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ont rendu leur rapport, au ministère de la Transition écologique. Emmanuel Constantin, référent départemental du Loiret de la République en marche lors des dernières législatives, avait été nommé, en juin, secrétaire général de cette mission.

Son rôle. « J'avais une mission de secrétariat au sens strict, d'organisation, de relations avec l'extérieur. J'ai coordonné les expertises techniques effectuées à l'extérieur ou par nous-mêmes. Et ma fonction principale était celle de rapporteur. J'ai été présent, sauf cas ex-



SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. Emmanuel Constantin, au second plan, à gauche de Nicolas Hulot, hier, au ministère. PHOTO AFP

ceptionnel, à toutes les auditions auprès des médiateurs pour prendre des notes, apporter une contribution rédactionnelle au rapport. Nous avons rencontré jusqu'à fin octobre des élus, des responsables du monde associatif, économique, agricole, des entreprises et organismes qui avaient un point de vue sur un sujet particulier : les compagnies aériennes par exemple. Des

services de l'État aussi : Direction générale de l'aviation civile, préfecture, Conseil d'état... Les auditions se sont déroulées à Nantes, dans des communes autour, à Paris.

Un dossier épineux. « Le rapport restitue la complexité du dossier. On y est extrêmement précautionneux ».

Des préconisations ? « Il n'y a pas de préconisations dans ce rapport. On ne dit

pas : il faut faire Notre-Dame-des-Landes ou il ne faut pas le faire. Il y aura une décision politique (NDLR : d'ici fin janvier). Elle n'appartient pas à la mission et aux médiateurs. Notre but est d'éclairer la décision du gouvernement, pas de la prendre à sa place ».

Son avenir maintenant. « Concrètement, la mission ne va pas m'occuper à plein-temps à partir de la semaine prochaine. Je reste à disposition pour les sollicitations d'ordre médiatique et en interne [...] Mon avenir professionnel n'est pas encore écrit ».

Encore des liens avec LREM dans le Loiret ? « J'ai noué des liens amicaux avec beaucoup de gens dans le Loiret, et dans le mouvement en particulier. Je suis informé de ce qui se passe et on en discute. Je reste en contact. J'étais à Orléans le week-end du 3 décembre pour faire du porte-à-porte avec les équipes de Caroline Janvier ».

AIDE ET SOINS À DOMICILE

Coordonner l'action de l'UNA et de ses partenaires

Les associations UNA (Union nationale de l'aide, des soins et des services aux domiciles) de la Région Centre travaillent actuellement sur la thématique de la coordination de l'aide et du soin.

Dans l'objectif de présenter les différents projets des associations du réseau UNA (Service d'accompagnement et d'aide à domicile, Services de soins infirmiers à domicile et d'hospitalisation à domicile) et d'échanger avec les partenaires du territoire, UNA Centre a organisé, mercredi, à Meung-sur-Loire, un séminaire partenarial spécifique au Loiret.

Une convention de partenariat a été signée entre les dix-huit structures UNA du Loiret et le service soin et hospitalisation à domicile (ASSAD-HAD). L'UNA était représenté par Tony-Marc Camus.

Regroupement

Afin d'améliorer la qualité des soins et des services rendus à la population, les structures devront, entre autres, développer « la



SIGNATURE. Tony-Marc Camus signe la convention.

coordination et la transversalité interservices par la coopération » des services d'aide et d'accompagnement à domicile avec les services de soins infirmiers et d'hospitalisation à domicile sous la forme de convention de partenariat et de regroupement. Il faudra aussi développer aussi la coopération du service hospitalisation à domicile et les services de soins infirmiers à domicile du territoire, en amont du dispositif réglementaire à venir. ■

LE DÉPARTEMENT EN BREF

CONSEIL DÉPARTEMENTAL ■ Job dating

Le club IAE d'Orléans organise aujourd'hui un job dating au conseil départemental, 15, rue Eugène-Vignat à Orléans. Seront notamment présents Point P, Orcom, PPG, pôle emploi, Cerfrance, Smarthys, Easyflyer... Les jeunes pourront y trouver stages et emplois, de 17 h 30 à 19 h 30. ■

DÉPUTÉE ■ Bilan avec Stéphanie Rist

Stéphanie Rist, députée, organise une réunion publique le lundi 18 décembre à 19 heures, salle des fêtes des Hauts-de-Lutz à Beaugency. Cette rencontre, ouverte à tous, sera l'occasion de présenter le travail parlementaire réalisé depuis six mois, les projets en cours et à venir, et d'échanger plus particulièrement sur le Plan Étudiants et les problématiques locales de santé. La réunion publique sera retransmise en direct par vidéo sur la page Facebook de la députée. ■

MY POSITIVE IMPACT ■ Un trophée

Le pôle d'équilibre territorial et rural du Pays Loire-Beauce a reçu le second prix du public dans la catégorie collectivité des trophées My Positive Impact. Une initiative de la Fondation pour la Nature et l'Homme et de l'Union nationale des Centres permanents d'initiatives pour l'environnement (CPIE). Pendant un mois, 31 solutions en France portées par des petites entreprises, des collectivités et des associations ont été soumises au vote des internautes. Leur point commun : la lutte contre le changement climatique. Sur 200.000 votes, le Pays Loire-Beauce en a reçu 2.200. Il a été primé pour rassembler depuis mi-2016 les acteurs de la restauration collective afin de développer des pratiques éco-responsables. Le gaspillage alimentaire a été réduit de 60 % sur cinq sites témoins (885 convives). L'action s'étendra à l'introduction renforcée de produits locaux, bio et de saison, ainsi qu'à l'éducation à l'environnement. ■

CARTES DE PÊCHE ■ En vente à partir du 15 décembre

Les cartes de pêche 2018 seront vendues à partir du 15 décembre, sur le site www.cartedepêche.fr et chez votre dépositaire. En prenant une carte entre le 15 décembre et le 31 janvier 2018, les pêcheurs pourront remporter des cadeaux, fait savoir la Fédération de pêche du Loiret. Les tarifs sont les suivants : carte interdépartementale (ou la possibilité de pêcher dans 91 départements) 96 € ; carte de pêche annuelle pour personne majeure 75 € ; pour mineur 20 € ; carte découverte (moins de 12 ans, une ligne) 6 € ; carte de pêche journalière 10 € ; hebdomadaire 32 € ; et enfin carte « promotionnelle femme » (une ligne), 33 €. ■

RYTHMES SCOLAIRES ■ Un collectif pour cinq matinées de classes

En janvier 2018, les acteurs des conseils d'écoles voteront pour choisir le rythme scolaire hebdomadaire à l'école primaire. Le collectif « pour 5 matinées de classes dans les écoles primaires du Loiret » s'est créé autour des amis de l'école publique (DDEN), des syndicats enseignants (SE-Unsa, Sgen-CFDT) et de la fédération de parents d'élèves (FCPE-45). Son but : éclairer le débat « en mettant en avant l'intérêt de l'enfant alors que, trop souvent, l'intérêt des adultes prime sur les choix et conduit, aujourd'hui, nombre de communes à passer à 4 jours ». Pour le collectif, ces cinq matinées « constituent les meilleures conditions d'apprentissage en primaire pour tous les élèves » et un passage à 4 jours d'école « pénaliserait en premier lieu les élèves les plus fragiles ». ■

POLITIQUE ■ Enrico Letta en conférence

Enrico Letta, ancien président du Conseil italien, doyen de l'école des affaires internationales de Sciences Po Paris et président de l'Institut Jacques Delors, vient à Saint-Jean-de-la-Ruelle pour une rencontre-débat autour de son ouvrage « Faire l'Europe dans un monde de brutes ». Rendez-vous vendredi 15 décembre à 17 heures, médiathèque Anna-Marly, 81, rue Charles-Beauhaire, en partenariat avec la librairie orléanaise « Les Temps Modernes ». Fruit d'entretiens du journaliste Sébastien Maillard avec Enrico Letta, ce livre sert de boussole européenne pour avancer contre vents et marées. Avec pédagogie, il propose des mesures pour « débruxelliser » l'Europe, démocratiser son fonctionnement et réconcilier le projet avec ceux qui s'en estiment les perdants ignorés. « Présenter l'Europe comme la seule alternative au pire ne suffit plus. Dans ce monde de brutes, l'Europe doit céder à son tour au mythe de l'homme fort mais se retrouver et se ressaisir pour devenir, non pas l'idiot du village international, mais une puissance assumée de valeurs », indique son auteur. ■



ÉCHOS RÉGION

AGRICULTURE ■ Montée de la FRSEA à Paris le 19

La fédération régionale des syndicats exploitants agricoles et les Jeunes agriculteurs appellent leurs adhérents régionaux à rejoindre Paris en bus le mardi 19 décembre. Rendez-vous pour un rassemblement, et non une manifestation, au Carrousel du Louvre - là où Emmanuel Macron avait marché lors de son investiture. Entre 10 et 13 heures, les agriculteurs mettront leur colère en scène sous forme de tableaux théâtraux. Une bonne quinzaine de bus sont attendus des départements suivants : Loiret, Loir-et-Cher, Eure-et-Loir, Indre-et-Loire, Indre, Cher, mais aussi de l'Eure, Seine-et-Marne, Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Somme, Oise, Marne, l'Aube et l'Île-de-France.

Cette action de communication intervient dans la droite ligne des actions menées au sein du Centre-Val de Loire les 11 et 12 décembre pour dénoncer les dernières orientations gouvernementales. Elles « accentuent les distorsions de concurrence entre l'agriculture française et celle d'autres pays », estime la FRSEA. Est pointée du doigt « l'ouverture des frontières à des denrées alimentaires produites selon des méthodes interdites en France, donnant aux agriculteurs français le sentiment d'un bradage de leur savoir-faire. Déjà étranglé économiquement, aucun agriculteur ne saura résister face à cette distorsion de concurrence. » Et la FRSEA d'insister sur un autre point : « Les consommateurs sont floués : ils ne retrouveront pas dans leur assiette l'alimentation saine, sûre, durable et de qualité » qui a été promise. ■

VÉGÉTAUX ■ Des lauréats de la région récompensés

Deux étudiants de la région Centre-Val de Loire sont lauréats, parmi 24 étudiants et deux professionnels, de la finale du concours national de reconnaissance des végétaux 2017 (à partir d'échantillons frais). Une organisation de Val'Hor avec l'Unep-Les Entreprises du Paysage. Les récompensés régionaux sont Camille Cognéau (du CFA de La Saussaye en Eure-et-Loir, 3^e prix niveau Capa/seconde pro/BPA) et Quentin Prince (CFA de Châteauroux dans l'Indre, 2^e prix formation commerce-vente niveau BTS). ■